

Le conflit des retraites en France

Philippe L g 

En 2010, la France a connu une intense lutte sociale. Le facteur qui l'a déclenchée était une réforme qui, selon le Premier ministre, François Fillon, était nécessaire pour «sauver le système des retraites». Le système français repose sur un régime de pensions de retraite de base et un régime complémentaire publics et obligatoires, principalement financés par des cotisations sociales (calculées en fonction du salaire) et des impôts fixés au niveau national. Selon le gouvernement, en raison du nombre croissant de retraités et du vieillissement de la population, il est nécessaire de relever l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans (et de 65 à 67 ans pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein) pour encourager les gens à travailler plus longtemps. Mais les syndicats sont très sceptiques à l'égard de ce raisonnement, car l'âge moyen de cessation d'activité est de 58,8 ans. Et 60 pour cent des travailleurs ne sont pas dans l'emploi lorsqu'ils font valoir leurs droits à la retraite: ils sont au chômage, invalides ou dispensés de recherche d'emploi. Par exemple, «Un quart des infirmières et 40 pour cent des aides-soignantes partent à la retraite en état d'invalidité». (Lambert, 2010). Dans le présent article, nous analyserons tout d'abord les termes du débat, puis nous évoquerons la lutte contre la réforme des retraites.

Des arguments officiels en faveur de la réforme des retraites peu convaincants

«C'est un problème démographique, et non pas politique. Si vous vivez plus longtemps, vous devez travailler plus longtemps.» Les gouvernements précédents en France ont utilisé des arguments semblables à l'appui des réformes des retraites qui sont intervenues en 1995, 2003 et 2007. Le ratio entre le nombre de retraités et le nombre de cotisants aux régimes est incontestablement en hausse – mais de combien? On sait aujourd'hui que les rapports officiels antérieurs ont exagéré les tendances démographiques. Le taux de natalité n'a pas baissé et la population active ne

L'évolution de la population active est une question politique

diminuera pas. Celle-ci augmentera en fait jusqu'en 2015, puis demeurera constante à moins que des politiques ne soient adoptées pour accroître l'emploi des femmes. L'évolution de la population active est une question politique: elle est ramenée à une simple question démographique uniquement lorsque le gouvernement n'a pas de politique de l'emploi!

Lorsque la population d'un pays vieillit, il n'y a que deux ajustements possibles: réduire la pension moyenne par tête ou augmenter la part de la richesse nationale consacrée aux pensions (qui, à la fin de 2010, était de 13 pour cent du PIB en France). Les travailleurs ont compris que, en dépit du discours officiel, le projet de réforme ne favorisait pas la seconde solution. En raison des carrières heurtées et incomplètes, résultant du chômage et des emplois précaires, la réforme conduirait à une diminution des pensions. De fait, les réformes similaires ont eu des effets régressifs. Selon le Conseil d'orientation des retraites, en 1995, la pension de retraite représentait en moyenne 79 pour cent du salaire d'un individu avant la retraite, mais ce taux de remplacement est tombé à 72 pour cent en 2007 et il devrait être de 65 pour cent en 2020. Les effets de la réforme Fillon de 2003 fournissent de solides arguments contre la réforme Fillon de 2010.

L'évolution du régime des retraites est le résultat d'un ensemble complexe de facteurs, que le gouvernement mélange délibérément. En 2007, le régime français des retraites était légèrement excédentaire. En 2008, il présentait un déficit de 6,9 milliards d'euros. Celui-ci est passé à 32 milliards d'euros en 2010 (11 milliards pour les retraites de base et 21 milliards pour les retraites complémentaires). Or seulement 10 pour cent de ce déficit était lié à

Ayant sauvé les banques de la faillite, le gouvernement demande à présent aux travailleurs de faire des efforts

l'accroissement du nombre de retraités. La principale cause du déficit était la crise économique, la part du PIB consacrée aux dépenses pour les retraites demeurant stable, mais les revenus diminuant en raison du chômage et du caractère

atone de la croissance. Mais qui est responsable de cette crise, pourrait-on demander? Ayant sauvé les banques de la faillite, le gouvernement demande à présent aux travailleurs de faire des efforts. Or, il serait possible de financer le déficit en relevant les cotisations versées par les employeurs. Bien entendu, les détenteurs des capitaux feront valoir des arguments contre «la hausse du coût du travail», une évolution prétendument dangereuse pour la compétitivité des entreprises qui n'auront alors d'autre choix que de licencier ou même de délocaliser. En réalité, ce soi-disant problème de compétitivité pourrait être résolu en abaissant les dividendes. En 1980, les dividendes étaient équivalents à 4,2 pour cent de la masse salariale totale, un ratio qui est monté

à 12,9 pour cent en 2008. Le seul problème en ce qui concerne les retraites est un problème de répartition – et l'argument de la «compétitivité» est tout simplement fallacieux (Husson, 2003).

Les retraites à l'origine d'un mouvement social plus large

Deux associations (Attac et la Fondation Copernic, 2010) ont développé de solides arguments contre la réforme et ont rassemblé les forces sociales et politiques de gauche. Au printemps, elles ont organisé des débats dans tout le pays. Les manifestations appelées par tous les syndicats ont été un réel succès. Leur ampleur fut même surprenante: 1 million de personnes sont descendues dans la rue le 27 mai et 2 millions le 24 juin. Après la pause de l'été, le mouvement s'est encore renforcé. Les chauffeurs de poids lourds, les enseignants, les travailleurs des ports et des chemins de fer, les étudiants et un très grand nombre de salariés du secteur privé ont fait grève et se sont unis dans un large mouvement dirigé contre le gouvernement. Ils ont participé à de gigantesques manifestations (3,5 millions de personnes le 12 octobre), ont bloqué des autoroutes et organisé des assemblées générales. A cause de la grève, 10 des 12 raffineries de pétrole nationales ont fermé et beaucoup de stations-services ont été à court de carburant durant deux semaines. Le mouvement est néanmoins resté populaire, approuvé par près de 80 pour cent de la population. Sa puissance a obligé les syndicats à demeurer unis contre le gouvernement. Elle a empêché la CFDT¹ (le moins pugnace des deux plus gros syndicats français) de se retirer du mouvement.

Comment peut-on rendre compte d'un mouvement aussi large et aussi populaire? L'évolution du régime des retraites est une question de choix de société. De plus, cette réforme n'était pas la seule source de révolte. Le chômage et la détérioration des conditions de travail tenaient aussi une place importante dans les discussions des assemblées générales. Au cours du débat sur les conditions auxquelles les travailleurs occupant des emplois pénibles peuvent prendre une retraite anticipée, le gouvernement a écrit que «les salariés doivent être physiquement usés au moment du départ à la retraite»². Mais n'est-il pas parfaitement justifié que les travailleurs bénéficient de leur retraite avant d'être tous malades ou épuisés? En outre, pour la vaste majorité des Français, le gouvernement avait perdu une grande partie de sa légitimité. En septembre, quand Eric Woerth, le ministre en charge de la réforme des retraites, a dit que le texte «ne pouvait pas être modifié», tout le monde savait qu'il s'était montré bien plus compréhensif avec de riches contribuables lorsqu'il avait été ministre

***Mais n'est-il pas
parfaitement justifié que
les travailleurs bénéficient
de leur retraite avant d'être
tous malades ou épuisés?***

du budget. Durant l'été, le scandale Woerth-Bettencourt avait exposé les proches relations entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Avec une fortune estimée à 20 milliards de dollars, Liliane Bettencourt, l'actionnaire principale de L'Oréal, est l'une des personnes les plus riches du monde. En juin, des enregistrements ont révélé qu'elle avait eu recours à l'évasion fiscale en utilisant des comptes bancaires en Suisse non déclarés et que l'épouse d'Eric Woerth s'était vu confier un emploi de gestionnaire de la fortune de M^{me} Bettencourt. Cette dernière a bénéficié d'un abattement d'impôt de 30 millions d'euros à l'époque où M. Woerth était ministre du budget. En outre, l'ex-comptable de M^{me} Bettencourt a expliqué que des politiciens français de l'UMP recevaient fréquemment des enveloppes remplies de billets pour financer leurs campagnes.

D'autres relations entre le pouvoir politique et le pouvoir économique sont apparus dans des articles concernant le frère du président français, Guillaume Sarkozy. Il est non seulement entrepreneur dans l'industrie textile et vice-président de l'association française des employeurs, mais aussi directeur général de Malakoff Médéric. En 2010, cette mutuelle d'assurance a établi une filiale de droit privé (Sevriena) en vue de tirer parti de la réforme des retraites. Tandis que Nicolas réduit les pensions de retraite du régime public, Guillaume vend des dispositifs de retraite complémentaires privés. Nicolas Sarkozy est largement perçu comme «le président des très riches» parce qu'il a créé le fameux «bouclier fiscal», qui offre une protection contre l'impôt pour les revenus élevés.

Conclusion

Le mouvement social qui s'est manifesté en France à l'automne 2010, en particulier la grève du secteur pétrolier, a montré la puissance et la détermination des travailleurs. Mais le gouvernement l'a vaincu en réquisitionnant les salariés du secteur de l'énergie et en ordonnant à la police anti-émeute de disperser les piquets de grève avant de promulguer la réforme. L'issue de la lutte a été influencée par trois éléments. Tout d'abord, l'impact du mouvement économique a été affaibli par une loi réactionnaire de 2007 obligeant les travailleurs des chemins de fer à déposer *individuellement* un préavis de grève quarante-huit heures à l'avance. Mais le gouvernement est allé bien plus loin en réquisitionnant certains travailleurs du secteur privé. Les syndicats ont d'ailleurs engagé une procédure contre cette restriction illégale du droit de grève. Elle est à présent en cours. Deuxièmement, la fragilité du mouvement lui-même était partiellement due à la crise et au chômage, qui avaient placé les travailleurs dans une position difficile. Enfin, avec cette réforme, Sarkozy jouait son avenir politique. Ce défi était donc très difficile à relever: aucune

victoire n'était possible sans faire tomber Sarkozy et le gouvernement. Cependant, le mouvement a permis à un grand nombre de personnes de faire d'intéressantes expériences en matière de mobilisation démocratique, et tous en ont tiré la même conclusion: une bataille a été perdue, mais la guerre n'est pas finie.

Références

Attac et Fondation Copernic (2010), *Retraites, l'heure de vérité*, Paris: Syllepse.

Conseil d'orientation des retraites (2010), Huitième rapport, 14 avril, peut être consulté à: <http://www.cor-retraites.fr/rubrique3.html>.

Husson, M. (2003), «Pour dégonfler la baudruche de la compétitivité», *Le Grain de Sable*, n° 430, peut être consulté à: <http://hussonet.free.fr/textes.htm>.

Lambert, R. (2010), «Non, c'est la cheville», *Le Monde diplomatique*, novembre. Peut être consulté à: <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/11/LAMBERT/19841>.

Notes

¹ Confédération française démocratique du travail.

² Voir la fiche n° 5 du dossier de presse: http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossierpresse_2206v3.pdf.

Philippe Légé est maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Picardie (UPJV, France). Ses travaux portent sur l'histoire de la pensée économique et l'analyse de la crise actuelle. Il est membre de l'Association française d'économie politique (AFEP).